

# *territoires contemporains*

BULLETIN DE L'INSTITUT  
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

— UMR CNRS 5605 —

N ° 3 — 1 ° SEMESTRE 1996

U n i v e r s i t é   d e   B o u r g o g n e

ISSN : 1254-1435

DIRECTEUR DU BULLETIN : Serge Wolikow

REDACTION : Annie Ruget

EQUIPE : Thomas Bouchet, Stéphane Gacon,  
Philippe Poirrier, Jean Vigreux, Michel Simonot

MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Rosine Fry

© : UNIVERSITE DE BOURGOGNE - Institut d'histoire contemporaine (UMR CNRS 5605)

bur. R56 — 2, bd Gabriel — 21000 Dijon — Tél. et fax : 80-39-57-17

## SOMMAIRE

### ACTIVITES DES CENTRES

#### **Centre de documentation sur les internationales ouvrières**

Colloque : le Front populaire - les gauches et la question nationale en Europe des années 30 aux années 60.....	7
Quoi de neuf à ADIAMOS ?.....	9

#### **Centre de recherche sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne de 1789 à nos jours**

L'enquête sur les parlementaires bourguignons de la Troisième République.....	13
--	----

#### **Centre d'histoire des changements sociaux et politique**

Centre d'études et de recherches sur l'occupation et la Résistance en Bourgogne (CERORB)	
La Résistance et les Français : lutte armée et maquis.....	19
Le multimédia au musée de Saint-Brissson.....	21
Publication.....	23

**EN LIAISON AVEC**

DEA <i>Ordre et désordre dans les sociétés européennes de la protohistoire à l'époque contemporaine</i> .....	27
Journée d'étude du DEA <i>Archives de l'épuration/Epuration des archives. Archives policières/Historiens « policés »</i> .....	28
Journée d'étude sur la culture politique.....	31
Séminaire de recherche IHC/CERPO .....	33
Stage MAFPEN sur le communisme 1945-1995.....	34
Colloque démographie et politique.....	38
Colloque international <i>La France des années 80 au miroir de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française</i> .....	39

*I*

*H*

ACTIVITÉS  
DES CENTRES

*C*

## **CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES INTERNATIONALES OUVRIÈRES**

### **Colloque : *Le front populaire - les gauches et la question nationale en Europe des années 30 aux années 60* - Dijon - 17 & 18 décembre 1996**

Ce colloque sur « Les fronts populaires en Europe », soixante ans après s'inscrit dans la lignée de deux colloques précédents et correspond au programme de recherche de l'IHC sur la relation des forces de gauche en Europe avec le nationalisme et l'internationalisme, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours.

Cette initiative se propose d'aborder l'époque des Fronts populaires en privilégiant l'analyse de leurs dimensions patriotiques et antifascistes. Interroger les discours et les pratiques qui s'en réclament sera l'occasion d'un inventaire critique et d'une réflexion sur le tournant qu'ils ont pu représenter par rapport aux traditions du mouvement ouvrier européen. Le colloque sera organisé autour de trois thèmes.

1 — L'étude du cas espagnol : les brigades internationales ou l'antifascisme à l'épreuve du nationalisme.

2 — Les forces de gauche, partis et syndicats et la culture politique du Front populaire : quelle mutation ? Analyse comparée sur la base d'exemple nationaux (pays de l'Europe du Sud, du Nord-Ouest, centrale et scandinave).

3 — Les héritages de la Résistance et la guerre froide : étude du discours, et de la culture du personnel politique à travers les mouvements de résistances, mais aussi les affrontements postérieurs dans le cadre de la nouvelle géopolitique européenne. La reconstitution de l'Internationale socialiste, le Kominform, les projets de développement national indépendant et leur échec, la naissance de la construction européenne.

Dans le cadre de la préparation du colloque une édition critique de documents inédits sera réalisée. Il s'agit d'une partie du fonds d'archives du Komintern sur la France actuellement stocké sous forme de microfilms à l'IHC et en cours d'inventaire. Les documents qui seront édités sont des archives russes concernant principalement la France et le Front populaire.

## T E R R I T O I R E S   C O N T E M P O R A I N S

Les intervenants à ce colloque sont des historiens, des politistes français et européens.

Liste des participants : Aldo Agosti (Turin) ; Bernard Bayerlein (Francfort) ; Antonio Bechelloni (Besançon) ; Maurice Carrez (Dijon) ; Michel Cordillot (Paris VIII) ; Mac Dermott (Sheffield) ; Guillaume Devin (Paris X) ; Michel Dreyfus (CNRS) ; Eric Duhamel (Paris X) ; Antonio Elorza (Madrid) ; Vladimir Fisera (Strasbourg) ; José Gotovitch (Bruxelles) ; Bruno Groppo (CNRS) ; Mikhaël Narinsky (Moscou) ; Claude Pennetier (CNRS) ; Michel Ralle (Paris IV) ; Annie Ruget (Dijon) ; Guillaume Serrano (Paris IV) ; Remi Skoutelski (Paris I) ; Vladimir Smirnov (Moscou) ; Brigitte Studer (Lausanne) ; Gilles Vergnon (Lyon) ; Jean Vigreux (Dijon) ; Alain Weinkel (Luxembourg) ; Serge Wolikow (Dijon).

## QUOI DE NEUF À ADIAMOS ?

L'année universitaire 1994-1995 a été celle de l'affirmation d'ADIAMOS.

Désormais, notre association est installée dans ses « murs ». La ville de Chenôve et son maire, Roland Carraz, qui a toujours soutenu notre projet de sauvegarde de la mémoire des mouvements sociaux, ont tenu leurs promesses. Le lundi 1<sup>er</sup> mai 1995 a eu lieu l'inauguration officielle de la « Maison des Syndicats et de la Mémoire du Monde du Travail », sise 19 rue Maxime Guillot. A cette occasion notre vice-président Jean Vigreux, dans sa prise de parole, insista sur l'importance historique de la Mémoire, rappelant que rien n'est jamais définitivement acquis, soulignant tout l'intérêt de la constitution d'un savoir alliant la théorie à la pratique et de sa transmission d'une génération à l'autre.

Un premier dépôt de documents a été effectué dans notre local ; d'autres sont programmés pour un avenir proche, afin d'opérer un rapide regroupement des fonds disséminés dont nous disposons. Un inventaire a été entrepris, dans cette perspective, le bureau d'ADIAMOS a mandaté sa vice-présidente, Françoise Weil, Conservateur honoraire des Bibliothèques, pour qu'elle se rende à Roubaix au Centre des Archives du Monde du Travail dirigé par Georges Mouradian.

Un conseil scientifique a été élu. Sa tâche première sera de fixer quelques grands principes de consultation et de définir quelques axes de recherches. Il s'agirait notamment de collaborer pour la Bourgogne à la banque de données biographiques de l'IHC. Cette opération permettrait de compléter le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* – initié par Jean Maitron et actuellement dirigé par Claude Pannetier –, et de recueillir des témoignages oraux et écrits permettant une meilleure connaissance des Résistants, des militants et des élus politiques de la période contemporaine.

Notre association commence à être connue et bénéficie d'une certaine « reconnaissance » : à Chenôve, nous figurons sur le « dépliant » édité par la ville et nous avons participé à la Foire aux Associations. Nous avons bénéficié d'une subvention de la municipalité.

La commission n° 4 du Conseil économique et social régional : culture, tourisme, sports et loisirs, action sociale, a examiné notre projet dans le cadre d'une enquête sur « la conservation et la valorisation du patrimoine culturel régional ». ADIAMOS apparaît dans le rapport élaboré par M. Dominique Rivière, Conservateur de



l'Ecomusée de la Bresse bourguignonne. Celui-ci recommande notamment d'accorder « une attention particulière aux archives du monde du travail (archives publiques, archives d'entreprises, archives des mouvements sociaux) » et de « dégager les principes d'une coopération et d'une complémentarité entre les organismes concernés ».

Notre ambition est de présenter au Conseil Régional, ainsi qu'auprès des différents Conseils généraux des quatre départements, une demande de subventions appuyée sur les premières actions menées, les projets et les besoins qui en découlent. Nous avons bénéficié d'une aide votée par le conseil de l'UFR des Sciences Humaines.

Par ailleurs, fidèle à ses engagements, ADIAMOS a voulu poursuivre dans la voie de l'organisation d'un certain nombre de manifestations. Le 7 mai 1994, la journée « Cinéma et Mémoire du monde du travail », à la Bibliothèque municipale de Chenôve, a connu un certain succès en mobilisant 50 à 60 personnes. La vie du militant et artiste André Claudot – peintre bourguignon bien connu –, puis l'activité de Jeanne Humbert en faveur de l'émancipation de la femme, ont été évoquées grâce à la collaboration de Francis Ronsin, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, et Bernard Baissat, cinéaste, directeur de l'Association Bonnes Bobines.

Un débat sur « la lutte armée (1940-1944) » a été organisé le samedi 20 mai 1995, à l'Université de Bourgogne, en association avec le CERORB (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne) et parrainé par Roland Carraz, maire de Chenôve. Il a réuni historiens universitaires et acteurs sociaux : Roger Bourderon (maître de conférences à l'université de Paris VIII-Saint-Denis), Marcel Vigreux et Serge Wolikow (professeurs à l'université de Bourgogne), Mikhaël Narinsky (chercheur à l'académie des Sciences de Moscou), Maurice Kriegel-Valrimont (membre permanent du COMAC, zone sud), qui représentait aussi Pierre Meunier (secrétaire du CNR) absent pour raison de santé, Henri Rol-Tanguy (chef régional des FFI de l'Ile-de-France) ; Jean Longhi (chef départemental des maquis de la Nièvre) et Maurice Voutey (président de la FNDIRP) s'étaient pour leur part excusés.

Les débats se sont orientés autour de la perception de « la lutte armée » comme fait social majeur pour la période 1940-1944. Mouvement issu du peuple ? Mouvement national ? Mouvement ayant vocation à exprimer un type de société ? Enfin mouvement empruntant ses méthodes de combat aux luttes populaires ?

L'intervention de Roger Bourderon s'attachait à circonscrire la notion de lutte armée. Il énonça quelques conditions indispensables (commandement structuré, minimum d'effectifs, conception du combat). Puis il mit en relation « lutte armée » et

## *Activités des centres*

action immédiate, « lutte armée » et action militaire. La solution réside sans doute dans une définition souple et dans la prise en compte du phénomène dans la longue durée. D'où la proposition d'une périodisation en quatre phases : la première dite de « tâtonnements », 1941-début 1942, liée à l'entrée en lice d'une partie des Jeunesses Communistes, d'une partie des cadres du PCF clandestin, des anciens des Brigades internationales et des MOI ; une phase de structuration en 42, avec la création des FTP, le passage à la lutte d'une partie des non-communistes, la préparation de l'AS et la création de l'ORA ; une phase d'épaississement débouchant sur la formation des maquis et leur multiplication au cours des années 43-44 ; enfin, une dernière phase aboutissant à la création des FFI, organisation à caractère militaire ayant comme finalité l'insurrection nationale, et s'intégrant aussi dans une logique militaire d'ensemble.

Pour sa part, Maurice Kriegel-Valrimont se fit le porte-parole de Pierre Meunier et de ses trois grandes préoccupations : rendre un hommage suffisamment fort aux milliers de combattants restés anonymes ; faire en sorte que la signification de la victoire de 1945 soit correctement comprise, que celle-ci apparaisse bien, non seulement comme la victoire de la participation de la France, mais aussi comme celle des forces de progrès sur la barbarie ; expliquer comment un peuple désarmé a cependant pu intervenir par la lutte populaire et en se posant en défenseur de ses propres valeurs.

Le colonel Rol-Tanguy insista sur l'organisation des FFI d'Ile-de-France et leur rôle dans le déclenchement du soulèvement parisien et de la libération de Paris. Il montra que les actions étaient coordonnées : si le COMAC donnait les directives, il prenait lui-même les décisions en fonction de la situation et en tenant compte notamment des nombreuses informations fournies par le service de renseignements. Il voit dans ces faits le signe du passage de la clandestinité à une structure à caractère militaire.

Mikhaël Narinsky retraça, à la lumière des Archives qu'il a pu récemment consulter à Moscou, la stratégie préconisée par l'IC. Il a mis en évidence quatre phases dans cette stratégie. La première débute au lendemain de l'offensive allemande et se poursuit jusqu'au printemps 42 ; les consignes sont claires : tout faire pour aider l'Armée Rouge et participer à la défense prioritaire de la Patrie du Communisme. Avec l'offensive lancée par l'Armée Rouge en 42 commence une deuxième phase axée sur le développement de la lutte armée. Le retour des difficultés à partir de la fin de l'année 42 conduit à une révision de la stratégie : établissement de liens avec le

gaullisme, et formation d'une armée régulière. La quatrième phase privilégie l'action de guerre et n'envisage pas une tentative de prise du pouvoir.

En conclusion, Serge Wolikow évoqua les activités de l'IHC, pour insister ensuite sur l'importance de la documentation, la nécessité d'opérer des croisements entre différents types d'archives, l'intérêt qu'il y a à travailler sur la longue durée. Il rappela le rôle d'ADIAMOS et annonça la journée sur les « Images Collectives de la Résistance » (11 octobre 1995).

ADIAMOS a organisé le jeudi 8 juin 1995 une table ronde consacrée aux camps et à la déportation ; elle a été suivie de l'inauguration de l'exposition « L'album d'Auschwitz » prêtée par M. Jacques Fred (directeur du Centre de Documentation Juive Contemporaine à Paris). L'exposition a été présentée par Maria De Souza, chargée de cours d'histoire contemporaine, qui a dressé un inventaire partiel des Archives du camp de Drancy.

En 1995-1996, nous organiserons des manifestations autour du centenaire de la création de la CGT, et du Front Populaire dont ce sera le soixantième anniversaire.

**MICHEL SIMONOT**

**CENTRE DE RECHERCHES SUR  
LE PERSONNEL POLITIQUE ET LES ACTEURS SOCIAUX  
EN BOURGOGNE DE 1789 À NOS JOURS**

**L'ENQUETE SUR LES PARLEMENTAIRES BOURGUIGNONS  
DE LA TROISIEME REPUBLIQUE**

Dès sa création l'IHC avait inscrit parmi ses activités de recherche la constitution d'une banque de données biographiques sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne. Cette initiative qui a déjà donné lieu à divers travaux de recherche sur des groupes sociaux a aussi rencontré au cours des années universitaires qui viennent de s'écouler les préoccupations d'autres équipes de recherche. Sur la base de problématiques communes, l'IHC de l'université de Bourgogne s'est trouvé associé à une enquête nationale portant sur les parlementaires, députés et sénateurs, de la Troisième République. Elle a été menée dans le cadre du Centre d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle de l'université de Paris-Sorbonne et avalisée par le CNRS. Cette enquête destinée à couvrir l'ensemble des départements français saisis dans leur regroupement régional contemporain a été ouverte en 1983, sous la direction des professeurs Maurice Agulhon (Paris I) et Jean-Marie Mayeur (Paris IV), Alain Corbin ayant pris la succession de Maurice Agulhon.

A ce jour l'enquête se poursuit avec des résultats inégaux selon les régions. Certaines recherches régionales ont déjà donné lieu à des publications et à des travaux de synthèse qui permettent de tirer les premières conclusions de l'enquête, avant qu'un traitement informatique national des données puisse être envisagé <sup>1</sup>.

---

1. *Les parlementaires du Limousin, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Actes du colloque de Tulle, 6 mai 1990, Société des lettres, sciences et arts de Corrèze, Tulle, 1992 ; *Les élites fins de siècle XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Actes de la journée d'études du 31 janvier 1992, sous la direction de S. GUILLAUME, Editions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1992 ; *La Revue du Nord* : « Le personnel politique », t. LXXV, Université Charles de Gaulle - Lille III, juillet-septembre 1993 ; *Députés et sénateurs de l'Aquitaine sous la III<sup>e</sup> République 1870-1940, portrait de groupe*, Editions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1995 ; *Les immortels du Sénat 1875-1918 : les cent seize inamovibles de la III<sup>e</sup> République*, sous la direction de J.-M. MAYEUR et A. CORBIN, Publications de la Sorbonne, 1995.

Pour ce qui concerne les quatre départements bourguignons, cette enquête s'achève grâce aux recherches menées dans le cadre de mémoires de maîtrise d'étudiants. L'enquête sur la Saône-et-Loire est achevée depuis plusieurs années, elle avait été assurée par un étudiant de l'université de Lyon II sous la direction de P. Goujon ; celle portant sur les parlementaires de la Côte-d'Or et de la Nièvre est terminée, quant à l'étude des parlementaires de l'Yonne, elle est actuellement en cours et sera achevée dans l'année universitaire <sup>1</sup>.

L'achèvement des travaux rend désormais envisageable la publication des résultats. Un dictionnaire biographique des parlementaires bourguignons ainsi que des études de synthèse sur l'apport de la méthode biographique à la connaissance du personnel politique et des modalités d'organisation de la vie politique devraient voir le jour au cours de l'année universitaire 1996-1997. D'ores et déjà les travaux d'analyse auxquels se sont livrés les étudiants à partir des fiches biographiques dont ils ont assuré l'établissement permettent, avant même l'exploitation exhaustive du matériau, de retenir plusieurs pistes de recherche <sup>2</sup>.

Le principe de l'enquête consistait à remplir, pour chaque parlementaire, des fiches biographiques comportant cinq rubriques. L'état-civil et le réseau familial de l'intéressé, son instruction et sa formation, ses activités professionnelles et sa fortune, sa participation à la vie associative et culturelle, enfin sa carrière politique. En dépit d'incontestables difficultés d'établissement des questionnaires, notamment celles touchant à la formation et à l'évaluation des fortunes, l'enquête apporte à la fois confirmations et renouvellements dans la connaissance du personnel politique et des mécanismes de la vie politique locale.

La saisie collective des carrières politiques et des parcours individuels des différents parlementaires, ainsi que l'attention portée à l'implantation géographique des candidats, permettent la remise en place des grands traits de

---

1. Christophe LABORDE, *Les parlementaires de Saône-et-Loire sous la Troisième République*, sous la direction de P. Goujon et G. Garrier, Université de Lyon II, 1990 ; Michäel BOUDARD, *Le personnel parlementaire de la Nièvre sous la Troisième République*, Université de Dijon, sous la direction d'A. Ruget, 1995 ; Benoît DROUOT, *Le personnel parlementaire de Côte-d'Or sous la Troisième République*, Université de Dijon, sous la direction d'A. Ruget, 1995 ; Barbara RUBAGOTTI, *Le personnel parlementaire dans l'Yonne sous la Troisième République*, Université de Dijon, en préparation.

2. Nous retenons les conclusions des études de Michaël Boudard et Benoît Drouot.

## *Activités des centres*

l'évolution politique des départements concernés, y compris dans leurs composantes locales. On retiendra à titre d'exemple, pour les départements de la Côte-d'Or et de la Nièvre, l'imposante délégation de républicains modérés envoyés par la Côte-d'Or à l'Assemblée nationale en 1871 et l'installation, confirmée jusqu'en 1889, de ces derniers dans les circonscriptions électorales mises en place par le scrutin d'arrondissement. Ceci alors même que la Nièvre voisine députe à l'Assemblée les représentants d'une liste conservatrice, et que les années d'installation et de consolidation de la République se révèlent, dans ce dernier département, politiquement beaucoup plus instables que dans la Côte-d'Or précocement acquise à une république opportuniste : c'est entre bonapartisme, radicalisme, boulangisme et révisionnisme qu'oscillent les choix politiques des circonscriptions nivernaises jusqu'en 1893. C'est un constat qui invite incontestablement à reconsidérer, derrière les apparences d'une étiquette commune, la signification politique des courants du radical-socialisme en Côte-d'Or ou dans la Nièvre lorsque ces courants politiques deviennent la tendance dominante dans les deux départements entre 1889 et 1893. Il pourrait en être de même pour un socialisme précoce dont le contenu politique varie selon que l'on considère le succès de P. Vaux à Dijon en 1893, celui de E. Camuset à Beaune en 1902, ou encore celui de P. Roblin à Nevers en 1905. La carrière politique des uns et des autres et leur ancrage géographique ne recouvrent pas la même réalité politique selon les départements concernés. L'analyse des carrières politiques des députés bourguignons au tournant de la première guerre mondiale confirme, pour reprendre la comparaison entre les deux départements, les glissements politiques amorcés dès avant la guerre. Le ralliement des parlementaires de Côte-d'Or à des majorités de centre-droit, alors même que beaucoup d'entre eux ont d'abord été élus sous l'étiquette radicale-socialiste ou socialiste, imprime au département de Côte-d'Or une tonalité politiquement plus conservatrice – et ceci en dépit de l'élection de deux socialistes (Jardillier à Dijon dès 1932 et Bouhey à Beaune en 1936) – que celle de la Nièvre où la tradition de gauche continue de se manifester, portée à la fois par la SFIO et le PCF.

La mise en relation des données de l'enquête concernant le réseau familial, l'instruction et la formation, les activités professionnelles et la fortune des

intéressés permet de tracer les contours d'une sociologie des élus. L'intérêt de cette entreprise réside à la fois dans la caractérisation des traits sociaux des parlementaires, dans l'identification des types de ressources sociales mobilisables par ces derniers en vue d'une carrière politique, et dans la possibilité de reconstitution de trajectoires sociales susceptibles de fournir aux intéressés des conditions d'éligibilité. Les premières conclusions, qu'une étude plus exhaustive et approfondie devrait permettre d'affiner, laissent apparaître aux différents moments de la Troisième République des types sociaux différenciés de parlementaires dont les caractéristiques peuvent se retrouver dans des familles politiques différentes. Qu'elle soit républicaine en Côte-d'Or ou bonapartiste dans la Nièvre, la première génération des parlementaires de la Troisième République est une génération d'héritiers, tantôt issue de la bourgeoisie riche des professions libérales et économiques, tantôt venue de l'aristocratie foncière ou de la noblesse d'Empire. Dans ce premier temps, c'est la configuration des sociétés locales et leur propre hiérarchie interne qui semblent décider du succès politique des représentants. L'arrivée massive des radicaux-socialistes, à partir des années 1890, correspond à un changement dans le recrutement social des parlementaires et à une relève sociale au sein du personnel politique. Issus de milieux sociaux plus modestes appartenant aux petites professions libérales ou encore aux métiers de l'artisanat et du commerce, les députés radicaux-socialistes présentent tous la particularité de disposer d'un fort capital scolaire qui contraste singulièrement avec la position sociale de leurs familles d'origine. Ce sont eux qui incarnent, avant la guerre de 1914, le renouvellement méritocratique du personnel politique. Ce modèle méritocratique d'ascension sociale, et aussi de contrôle politique, caractérise pour une part aussi le recrutement de certains députés socialistes dès avant la première guerre mondiale. Et c'est ce modèle qui devient dominant chez ceux qui ont été les porte-parole du courant socialiste en Bourgogne dans l'entre-deux-guerres (J. Locquin et A. Fié dans la Nièvre et A. Jardillier en Côte-d'Or). Mais avant la guerre de 1914 un autre profil social de député socialiste coexiste avec le précédent : celui du député directement issu de professions manuelles et dont l'existence politique est étroitement liée au groupe dont il se fait le porte-parole (E. Camuset et les vigneronns de la côte beaunoise). A la différence des générations d'avant-guerre celle de l'entre-deux-

## *Activités des centres*

guerres, dont le renouvellement n'est véritablement sensible qu'à partir de 1932, présente une cohésion sociale beaucoup moins forte. Il semble cependant que la nouveauté apparaisse surtout avec le retour des professions économiques, souvent liées d'ailleurs dans ces départements ruraux à l'agriculture (J. Du Pouget à Clamecy, et De Champeaux à Semur), et que le modèle méritocratique des professions à fort capital culturel soit en reflux, notamment pour les députés présentant une sensibilité politique de droite.

Enfin la lecture conjointe des informations que donne l'enregistrement de la carrière politique, celle que livre la connaissance du réseau familial et celle que suggère la participation à la vie associative et culturelle permettent aussi l'identification de certains instruments de la vie politique, invitant à tenter de cerner leur mode de fonctionnement dans le contrôle politique. A l'époque de la mise en place, puis de l'installation de la République, et ceci jusqu'à l'affaire Boulanger, c'est la bonne gestion d'un héritage politique qui assure aux candidats leurs succès électoraux. Avoir été opposant précoce à l'Empire, tel Joseph Magnin ou mieux encore Pierre Joigneaux, assure en Côte-d'Or d'incontestables conditions d'éligibilité. C'est le même héritage politique incarné dans la tradition du refus et de l'opposition qui permet à des candidats nivernais – les radicaux Turigny ou Chandioix – d'être élus, alors que dans le même temps d'autres candidats continuent d'incarner une tradition bonapartiste à laquelle le département a fait un large accueil après 1851. A partir de l'affaire Boulanger, et avec la consolidation du scrutin d'arrondissement qui s'en est suivie, c'est la capacité de contrôle des circonscriptions qui est la garantie du succès politique et ce sont incontestablement les radicaux-socialistes qui parviennent le mieux à en maîtriser les mécanismes. Par le contrôle cumulé des différents mandats locaux (ceux de conseiller municipal, puis de maire, enfin de conseiller général), mais aussi par la participation au réseau territorialisé des sociétés savantes, des loges maçonniques, voire des associations professionnelles ou des syndicats agricoles. Après la première guerre mondiale, et avec le retour à partir de 1928 du scrutin d'arrondissement, le contrôle des circonscriptions reste la condition première de toute espérance politique. Mais le développement local et la structuration des partis de gauche, dans le même temps où une partie du personnel politique déjà



en place glisse vers la droite, ouvre le champ de stratégies complexes oscillant entre gestion des clientèles et contrôle des appareils politiques.

Cette expérimentation sur l'exemple des parlementaires bourguignons de la méthode biographique appliquée à un groupe spécifique devrait aussi permettre à terme de mesurer de manière plus précise et plus approfondie les apports et les limites d'une telle méthode en matière d'histoire sociale et politique. On peut dès à présent retenir quelques conclusions que le travail de saisie informatique permettra d'affiner. Ce sont les phénomènes générationnels qui semble-t-il se laissent le mieux saisir, avec leurs composantes sociales et politiques propres : ceci en relation avec l'importance que tiennent dans les biographies les dates qui rythment la carrière des individus concernés. Le recours à ces biographies collectives devrait aussi permettre de mieux saisir l'effet de l'institution parlementaire sur le profil du parlementaire à mesure que cette institution se consolide. Plus difficiles à saisir sont par contre les itinéraires sociaux et politiques que seule une interrogation dynamique de la base de données autorise à percevoir.

**ANNIE RUGET**

**CENTRE D'HISTOIRE DES CHANGEMENTS  
SOCIAUX ET POLITIQUE**

**CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR  
L'OCCUPATION ET LA RESISTANCE EN BOURGOGNE (CERORB)**

**La Résistance et les Français : lutte armée et maquis** - Colloque de juin 1995, Besançon.

Le colloque de Besançon, organisé conjointement par l'Université de Franche-Comté (François Marcot ; Janine Ponty) et l'Université de Bourgogne (Marcel Vigreux ; Serge Wolikow), s'est déroulé les 15, 16 et 17 juin 1995. Il s'est inscrit dans un vaste projet scientifique dont l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) a été la cheville ouvrière au fil de l'année 1995.

Trois grands thèmes ont fourni la trame de ces trois journées de travail : « La Résistance et la lutte armée » ; « La Résistance et les maquis » ; « Héritage et mémoire de la lutte armée ». Le programme comportait une quarantaine de communications, cinq tables rondes, et la projection d'un film : *Le dernier mot*, réalisé par Geneviève Joutard.

À la suite de François Bédarida, de nombreux intervenants ont permis de définir plusieurs notions clés : « résistance », « guerre subversive », mais aussi « guérilla », « maquis », « violence ». Elles ont été mises en relation selon leurs champs d'application respectifs, technique, militaire, politique, ou encore moral. Puis des éclairages souvent nouveaux ont été portés sur bien des aspects de la Résistance et de la lutte armée : formes et niveaux d'engagement selon les cultures politiques, les identités sociales ou les caractéristiques régionales, positions des opinions publiques et des autorités vichyssoises ou allemandes, systèmes de représentation à l'œuvre, inscription des maquis dans un environnement local, national ou international, articulations problématiques entre la mémoire et l'histoire. Il est à noter que la notion de « lutte armée » a suscité des définitions diverses qui recouvrent plusieurs approches tendant à englober l'action de combat, voire de sabotage.

Le croisement et la confrontation des interventions a permis d'avancer sur plusieurs points. La chronologie et les relations mutuelles des divers mouvements ont été précisées ; l'accent a été mis sur l'influence des enjeux internationaux sur des

actions et des choix trop souvent présentés comme spécifiquement hexagonaux ; l'interrogation sur la légalité et/ou la légitimité de l'engagement s'est révélée fondamentale. Chacun s'est accordé sur l'intérêt de nombreuses pistes, insuffisamment travaillées pour l'instant. Il manque toujours une synthèse sur le sujet, alors que la multiplication des recherches, ces dernières années, rend possible un travail global. Le niveau d'efficacité des maquis dans le déroulement du conflit n'est pas encore perçu avec suffisamment d'acuité, et la place qu'occupent les anciens combattants, résistants et maquisards, dans la constitution d'une histoire et d'une mémoire de la période reste à définir. La table ronde du 17 juin, à laquelle participaient notamment Lucie Aubrac, Jean Gautheron ou Serge Ravanel, a permis de mesurer l'urgence d'une réflexion approfondie sur cette dernière question. Le colloque de l'automne 1995, à Dijon cette fois — Les images collectives de la résistance —, n'en est apparu que plus justifié.

**THOMAS BOUCHET**

*LES IMAGES COLLECTIVES DE LA RESISTANCE (les recherches historiques à l'épreuve)*  
- 11 octobre 1995 - Université de Bourgogne - Université de Franche-Comté - IHTP  
Les communications de ces rencontres feront l'objet du Cahier n° 3 de *Territoires contemporains*.

## **LE MULTIMEDIA AU MUSEE DE SAINT-BRISSON**

L'ARORM (Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan), fruit de la rencontre des acteurs, des témoins et des universitaires, a entrepris depuis sa fondation, en 1979, un travail systématique de collecte de documents et de témoignages. Elle a pu, grâce à la richesse des fonds recueillis, mener à bien un projet de Musée. Le Musée de la Résistance en Morvan, inauguré en 1983, est installé dans les locaux de la Maison du Parc Naturel Régional du Morvan, à Saint-Brisson (58).

Après dix ans d'existence, les responsables du Musée ont souhaité modifier la présentation des collections et l'adapter aux progrès de la recherche en revoyant l'aménagement de l'espace muséographique, en réalisant une nouvelle édition du catalogue et en entamant une réflexion sur l'introduction de nouveaux outils pédagogiques. L'exposition, organisée en 1994, à l'occasion du cinquantenaire de la Libération, « 1944-1994, il y a cinquante ans la Libération du Morvan », a permis d'apporter quelques réponses aux problèmes suscités par cette rénovation. L'exposition a cherché à mettre en valeur les très importantes collections photographiques de l'Association. Elle a donné lieu à la publication d'un catalogue qui a servi de base à la réflexion débouchant sur la création d'une banque de données multimédia. Prochainement éditée sur CD-ROM cette banque de données, actuellement dans sa phase de réalisation, doit alimenter les bornes interactives du Musée.

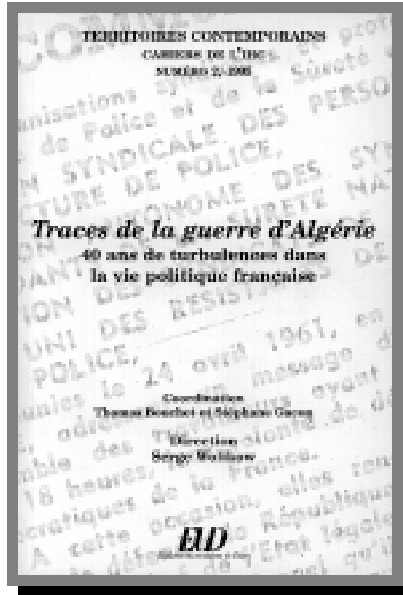
Cette banque de données, dont le thème principal est l'activité résistante dans le Morvan au moment de la Libération, est conçue selon une structure arborescente, désormais traditionnelle dans ce type de réalisations. Elle propose quatre rubriques principales : *L'année des maquis*, *La Libération*, *Le retour à la paix* et *La mémoire*. Proprement multimédia, elle associe dans une consultation simplifiée, photographies, archives écrites et documents d'époque, graphiques, témoignages oraux, et quelques archives cinématographiques, autour d'un texte qui les commente et les met en perspective.

La démarche se situe à la rencontre de plusieurs préoccupations : réaliser la médiation du savoir historique en direction d'un large public, utiliser un outil qui offre de très larges possibilités techniques, tout en permettant au visiteur d'avoir une démarche active suscitée par sa curiosité.

Si l'aspect ludique est important, il ne dicte pas la démarche entreprise : l'un des propos majeurs est de permettre au visiteur de sonder la très grande richesse du fonds iconographique de l'ARORM. Tout en proposant quelques images emblématiques qui deviennent des icônes et sont comme un leitmotiv, la banque de données cherche à offrir une gamme suffisamment large de photographies méconnues pour briser les clichés et susciter un imaginaire plus conforme à la réalité polymorphe du combat de la Résistance. Il s'agit donc d'abord, grâce au moyen technique, d'interroger les images en les confrontant à d'autres images et aux autres sources documentaires disponibles.

**STEPHANE GACON, JEAN VIGREUX**

**PUBLICATION**



*Traces de la guerre d'Algérie, 40 ans de turbulences dans la vie politique française.*

L'histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962) a connu des progrès sensibles ces dernières années et, si les enjeux de mémoire ne sont pas absents des débats qui entourent la construction de cette histoire, il est aujourd'hui possible d'analyser avec plus de sérénité la dernière grande guerre civile qui a opposé des Français. Les auteurs de ce cahier cherchent à jeter un éclairage original sur la guerre franco-française à partir de nouveaux objets : l'oubli institutionnel, la prise de position politique à travers l'exemple de François Mitterrand, l'institution policière comme agent du maintien de l'ordre impliqué dans les excès commis au nom de la République, et, enfin, certains aspects de la mémoire du 17 octobre 1961.

L'ensemble permet de reprendre, documents à l'appui, le débat entre légalité et légitimité dans la République. Il soulève le problème plus général de la transgression, en temps de crise, d'un certain nombre de règles qui se trouvent au fondement de la République. Ausculter le rapport entre ordre et désordre dans la société et la vie politique c'est s'interroger sur le retour à l'ordre et sur la permanence de la trace du désordre. Sans avoir la prétention de traiter intégralement de ces questions, le propos de ce cahier est d'ouvrir quelques pistes et de nourrir la réflexion.

*I*

*H*

EN LIAISON  
AVEC

*C*

**DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :**  
**ORDRE ET DESORDRE DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES**  
**DE LA PROTOHISTOIRE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE**  
**SÉMINAIRES 1995-1996**

Ces conférences auront lieu en salle 127 à la faculté des lettres, de 16 h. à 18 h

**NATIONALISME ET INTERNATIONALISME**

**DANS L'ESPACE EUROPÉEN**

sous la responsabilité du professeur Serge Wolikow

18 octobre 1995 : *Internationalisme, européisme et pacifisme* — Elisabeth du Réau (Pr. Paris III)

8 novembre 1995 : *Le mouvement communiste face au nationalisme* — Aldo Agosti (Pr. Turin)

22 novembre 1995 : *Les internationales ouvrières et la question allemande* — Gilles Vergnon (Lyon II)

6 décembre 1995 : *Antifascisme(s) et identités politiques* — Bruno Groppo (CNRS)

20 décembre 1995 : *Les nationalisme balkaniques face aux partis socialistes et communistes* — Vladimir Fisera (MC Strasbourg)

10 janvier 1996 : *Le mouvement socialiste espagnol et le nationalisme* — Michel Ralle (Pr. Paris IV)

24 janvier 1996 : *Le front populaire espagnol et la question nationale* — Antonio Elorza (Pr. Madrid)

7 février 1996 : *L'image de l'URSS dans la gauche française* — Sophie Cœuré (ATER Normale Sup.)

28 février 1996 : *La question nationale et le mouvement ouvrier allemand* — Bernhard Bayerlein (Pr. Cologne)

13 mars 1996 : *Le mouvement ouvrier en Europe et la gauche suisse* — Brigitte Studer (Lausanne)

27 mars 1996 : *Les antifascistes italiens et la Résistance en France* — Antonio Becchelloni (Besançon)

24 avril 1996 : *Les partis socialistes européens et la question nationale après 1945* — Guillaume Devin (Pr. Paris X)

**LA FAMILLE, LES FEMMES**

**ET LA RÉVOLUTION**

sous la responsabilité du professeur Francis Ronsin

25 octobre 1995 : *Les femmes de 1848* — Michèle Riot-Sarcey, (MC Paris VII)

15 novembre 1995 : *La famille dans les utopies françaises générées par la Révolution bolchevique* — Claude Maignien (Cher. Centre d'hist. culturelle)

29 novembre 1995 : *Facteurs psychiques de l'exclusion des femmes de la vie politique. L'exemple de la Révolution française* — Jacques André (Psychanalyste, Pr. Paris VII)

13 décembre 1995 : *Le mouvement des femmes après 1968* — Françoise Pick (MC Paris VIII)

3 janvier 1996 : *La famille néomalthusienne et la Révolution* — Francis Ronsin (Pr. Dijon)

17 janvier 1996 : *Les femmes allemandes et la Révolution de 1848* — Marie-Claire Hoock-Demarle (MC Paris VII)

31 janvier 1996 : *Critique fouriériste de la révolution politique : le thème de la famille* — Jean-Paul Thomas.

14 février 1996 : *L'émergence de la conscience féministe dans l'Amérique profonde pendant les années 60* — Judith Ezekiel (MC Paris XII)

6 mars 1996 : *Les femmes salvadoriennes dans la guerre (1980-1992)* — France Falquet (Sociologue)

20 mars 1996 : *L'enjeu de l'égalité des sexes et de la famille pendant la période révolutionnaire (France-Angleterre)* — Eleni Varikas (MC Paris VIII)

3 avril 1996 : *Les femmes du Paris de 1870-1871, réalités sociales et mouvements féminins* — Jacques Rougerie (MC Paris I)

15 mai 1996 : *La révolution nationaliste espagnole et les femmes* — Yannick Ripa (MC Paris VIII)



## JOURNEE D'ETUDE DU DEA

### **Archives de l'épuration, épuration des archives, archives policières, historiens « policés »**

Dans le cadre du DEA « ordre et désordre dans les sociétés occidentales » s'est tenue le 10 mai 1994 une journée d'étude consacrée aux archives contemporaines, notamment policières.

Étaient réunis pour débattre, autour de Serge Wolikow, cinq intervenants : Yvonne Poulle (Conservateur en chef de la section contemporaine des Archives de France) ; Jean-Marc Berlière (spécialiste de l'histoire de la police française) ; Mikhaïl Narinski (historien des relations internationales) ; Denis Peschanski (chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent) ; Herbert Reinke (historien allemand, spécialiste de l'histoire de la police allemande).

Il s'agissait pour les intervenants et pour le public de s'interroger globalement sur la nature de la source archivistique dans le travail des historiens, et plus précisément sur le statut des archives policières contemporaines, d'accès parfois très difficile, objets de fantasmes et de polémiques, d'usage complexe en raison de leur mode d'élaboration ou de leurs finalités multiples. Difficultés d'accessibilité, précautions à observer, règles scientifiques et éthiques à fixer, méritaient d'être discutés en profondeur. Les problèmes de l'utilisation journalistique ou mercantile de ces archives à fort pouvoir attractif donnaient à la discussion un caractère d'actualité. Il avait été décidé, enfin, de concentrer l'étude sur les périodes d'épuration, moments où les enjeux se font plus brûlants qu'en temps normal.

Plusieurs axes de réflexion se sont dégagés au fil des interventions. En premier lieu, il est apparu que le statut même des archives est incertain. L'expérience montre qu'elles appartiennent au patrimoine national, tout en restant sous le contrôle plus ou moins rigoureux des institutions dépositaires. Cette ambiguïté fondamentale conditionne en France l'affrontement de plusieurs logiques : du côté des historiens la volonté d'avoir accès aux documents ; pour les ministères et les préfetures, le souci de préserver les informations.

Pour mettre un peu d'ordre, une loi de 1979 règle les conditions d'accessibilité, et les délais nécessaires pour obtenir l'autorisation de consultation : jusqu'à 150 ans (documents individuels ou médicaux). Mais un système de dérogations se greffe sur cet axe principal, brouillant les pistes.

Les critères de refus ne sont pas toujours clairs, parfois même purement arbitraires. L'exemple du ministère de l'Intérieur est à cet égard éclairant. Les demandes arrivent au cabinet du ministre ; elles sont transmises à deux directions – direction générale de la police nationale, direction générale de l'administration – qui étudient l'éventualité d'une dérogation. L'avis est envoyé au cabinet du ministre où est prise la décision finale : soit communication totale, soit communication partielle, soit interdiction de communiquer. Longues attentes, impossibilité de recevoir justification de la décision, sont trop souvent le lot des historiens.

Il est pourtant à signaler que d'autres éléments entrent en ligne de compte. Il est long et difficile de rendre les archives propres à la consultation. Malgré les progrès récents dans les procédures de dépôt (élaboration d'un « bordereau de versement » en 1979), il y a chaque année des masses nouvelles à classer. Le non-signalement de fonds dans les instruments de travail n'est donc pas nécessairement dû à une volonté de cacher les archives.

Les cas russe et allemand, évoqués par Mikhaïl Narinski et Herbert Reinke, montrent que les pratiques diffèrent selon les pays et selon les moments. À l'heure actuelle, plusieurs catégories d'archives russes sont interdites à la consultation (telles les archives du politburo, devenues archives du président de la Russie), tandis qu'un système de dérogations et de demandes spéciales rend toute vue d'ensemble difficile. La communication des archives est dans l'ensemble beaucoup plus facile en Allemagne, notamment depuis la réunification ; c'est ainsi que les archives de la Stasi, par une loi de 1992, se sont ouvertes dans des proportions impressionnantes. Chacun, ou presque, pouvait avoir accès à des dossiers personnels. En règle générale, les dérogations sont attribuées avec libéralité.

Les statuts des archives induisent des pratiques spécifiques. L'exploration de voies d'accès complémentaires permet parfois de contourner les interdictions ; certains refus peuvent se transformer en autorisations si l'insistance du chercheur est suffisante. Mais on notera également que les difficultés d'accès à certains fonds peuvent faire naître chez les historiens des réactions d'autocensure, d'autolimitation.

Il n'en reste pas moins que l'accès à une masse aussi large que possible d'archives n'est pas une fin en soi. Une telle démarche risque de conduire à l'abandon de tout travail à l'amont (élaboration d'hypothèses, critiques de corpus, etc.). Les archives, chacun s'est accordé à le reconnaître, ne sont pas intrinsèquement porteuses de sens.

Les participants, par la diversité de leurs approches, ont permis d'aborder la question des archives contemporaines dans une perspective comparatiste, et les

## *Outils*

démarches respectives de l'historien et de l'archiviste ont pu être explicitées. Il aurait été utile que soient également présents des représentants des ministères verseurs, concernés au premier chef par la question des archives contemporaines : les débats ont clairement montré le rôle qu'ils jouent dans les processus de décision, et la nécessité de définir clairement les attributions de chacun par une meilleure connaissance mutuelle.

**THOMAS BOUCHET**

**JOURNÉE D'ÉTUDES SUR LA CULTURE POLITIQUE**

En mai 1995, une journée de travail de l'IHC a réuni un certain nombre de ses chercheurs ainsi qu'un politiste, rattaché au CERPO de Dijon. Cette journée avait pour but de confronter différents points de vue autour de la notion de culture politique. On trouvera ici le résumé des interventions : deux d'entre-elles présentaient la question d'un point de vue théorique, et trois autres illustraient la problématique de la culture politique par des exemples précis.

1 ° intervention : *A quoi sert la culture politique en science politique ?* (Maxime Dury, CERPO). Cette contribution a resitué la culture politique dans le débat qui divise les politistes sur la définition et l'utilisation de la notion. Au-delà d'une simple présentation, l'intervenant examina les rapports entre culture et culture politique, en interrogeant les rapports entre continuités et discontinuités des permanences qui pèsent sur les individus. Le deuxième point soumis à la réflexion concerna les marges de liberté laissées à l'individu par la culture politique. A l'issue de ces deux questionnements s'élabora une réflexion sur les liens entre la culture politique et le national.

2 ° intervention : *Quelques interrogations sur la culture politique* (Thierry Hohl). Ce travail a présenté les différentes définitions de la culture politique données par les historiens du contemporain (Rioux, Berstein, Sirinelli et Vigne). Il les a confrontées aux interrogations soulevées par les derniers travaux d'histoire sociale, en particulier ceux exposés dans *Les Formes de l'expérience*, ouvrage dirigé par B. Lepetit. A l'issue de ce cheminement, la contribution a présenté les aspects positifs de l'utilisation de la notion de culture politique (attention portée aux représentations, aux militants), mais aussi les difficultés soulevées par son opérationalisation (insertion de l'individu dans un devenir obligatoire, risque de réification des groupes politiques).

3 ° intervention : *La culture politique, leurre biographique ?* (Vincent Chambarlhac). Il s'agit ici de la première contribution illustrant la culture politique par un exemple : l'étude de la brochure *Où va la Révolution russe ? L'affaire Victor Serge*, rédigée par Marcel Martinet, écrivain lié au groupe de la Révolution prolétarienne. Dès l'introduction, V. Chambarlhac récuse l'efficacité de la notion qui lui paraît incapable de rendre compte des rôles conjoints de l'acteur et de l'événement. La démonstration de cette incapacité parcourt le texte. En conclusion, l'auteur

## *Outils*

n'accorde à la culture politique qu'une vertu descriptive qui néglige les questions de l'articulation de l'individu au groupe.

4 ° intervention : *Réflexions sur la notion de culture politique à partir du cas des dirigeants de la gauche social-démocrate finlandaise* (Maurice Carrez). A partir du cas de dirigeants finlandais, M. Carrez entend démontrer l'utilité de la notion de la culture politique comme approche des groupes. Il y voit la possibilité de mettre en relation le politique et le social, grâce à l'utilisation du terme de culture. Sensible au flou de la notion, à la diversité des approches des auteurs, il entend partir de la définition de S. Berstein pour travailler. Il se pose ainsi la question de l'originalité d'une culture des sociaux-démocrates de gauche, de sa durabilité, de son rapport avec la culture dominante de l'époque. Il conclut sur la nécessité de ne pas appliquer mécaniquement la notion mais de l'utiliser dans le cadre d'une démarche heuristique, « où chaque hypothèse doit être soigneusement pesée ».

5 ° intervention : *La culture politique communiste, le cas français* (Jean Vigreux). La culture politique communiste est interrogée à travers le questionnement induit par S. Berstein. A cette démarche s'est ajoutée l'interrogation sur les espaces politiques, les territoires politiques, mais aussi les itinéraires personnels. Seul le cas français est examiné à travers trois axes : la doctrine et le parti, les pratiques culturelles, les espaces communistes. Au terme de son enquête, l'intervenant défend l'idée que la notion de culture politique est un concept opératoire pour l'étude du PCF considéré « comme une entité qui compose un réflexe d'adhésion au sein d'un groupe de militants et qui renforce cette adhésion ».

A l'issue de ces présentations un débat s'engagea avec les auditeurs donnant ainsi une réelle dynamique à la journée. Un compte rendu exhaustif des différentes interventions a été mis en forme et distribué aux participants. En aucun cas, ces contributions se veulent versions définitives sur la culture politique, elles ne sont que pièces au dossier d'une réflexion sur un concept omniprésent en histoire politique.

**THIERRY HOHL**

**SEMINAIRE DE RECHERCHE IHC/CERPO**

Les travaux engagés entre les politistes du CERPO de Dijon et l'IHC au printemps 1995 autour de la notion de culture politique ont été poursuivis durant l'année universitaire 1995-1996 dans un séminaire de recherche ayant pour thème « la question des processus de construction des identités ». Les propositions de travail qui ont été faites au moment de l'élaboration du calendrier montraient l'importance du phénomène national dans ces processus, elles ont conduit à organiser quatre séances de réflexion sur l'articulation entre l'identité nationale et d'autres modalités de constitution d'identité.

**mercredi 17 janvier 1996 : *Nation et classes sociales***

Maurice Carrez : *Nation et monde ouvrier en Finlande*

Dominique Gros : *Nation et classes sociales en Europe de l'Est*

Jean Vigreux : Le parti communiste français, la nation et la paysannerie

**mercredi 14 Février 1996 : *Nations et minorités régionales***

Christophe Boutin : *Les minorités linguistiques*

Annie Ruget : *Identité nationale et régionalisme (France XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècle)*

**mercredi 6 mars 1996 : *Le discours comme matériau identitaire***

Claude Courvoisier : *La langue de la République*

Vincent Chambarlhac : *Les textes-manifestes*

Maxime Dury : *Droits de l'Homme et colonialisme*

**mercredi 3 avril 1996 : *Nation et partis politiques***

Marie-Claire Laval : *Autour du Front national*

Serge Wolikow : *Autour de l'Internationale communiste*

Thierry Hohl : *Antifascisme et socialisme*

## **STAGE MAFFEN SUR LE COMMUNISME 1945-1995**

Ce stage est la deuxième étape de ce qui avait été entrepris l'année scolaire 1993-1994 <sup>1</sup>. Après avoir présenté la naissance du phénomène communiste et ses différentes manifestations jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il s'est agi cette fois de présenter le communisme dans sa dimension internationale de 1945 à 1995. Après une introduction sur la place du communisme dans les programmes scolaires d'histoire-géographie du secondaire, l'étude s'est articulée autour de trois axes : la guerre froide et l'ère du Kominform, les crises et conférences à l'ère de la déstalinisation, et enfin le socialisme développé jusqu'à l'effondrement du modèle.

La première partie a rappelé les conditions dans lesquelles était né le Kominform, puis a évoqué la guerre froide avec la défense du modèle socialiste (le Parti-État-l'URSS), pour enfin aborder les problèmes du discours sur la paix et la part prise par le mouvement communiste dans le processus de décolonisation. Cette période est généralement assez bien traitée dans les programmes, puisqu'il s'agit du lien entre le bilan de la Seconde Guerre mondiale et la Guerre Froide. On insiste le plus souvent par la dimension relation internationale du phénomène (une histoire diplomatique entre les États). Cela correspond d'autant plus à la réalité que le projet international né de la Révolution d'Octobre et incarné par la III<sup>e</sup> Internationale, ou Komintern, avait disparu dès les années 30 au profit de la politique étrangère de l'URSS. Il y avait eu glissement du modèle universel à la défense des relations de l'État soviétique devenu Parti-État. Cependant, le Kominform en lui-même reste peu étudié dans le cadre des programmes scolaires : ce fut l'apport synthétique du stage autour des travaux de Lily Marcou et d'une publication récente, celle de Francesca Gori et Silvio Pons <sup>2</sup>.

Les crises et conférences du MCI (mouvement communiste international) à l'ère de la déstalinisation, ont été envisagées selon trois temps forts ; la mort de Staline et le rapport Khrouchtchev en 1956, les conférences internationales et le conflit sino-soviétique, et enfin, les fractures : Budapest, Prague. Cette analyse permet d'évoquer l'accès à de nouvelles archives et les débats historiographiques sur cette période de déstalinisation.

---

1. Voir bulletin précédent, stage animé par Jean Vigreux et Serge Wolikow.

2. Cf. infra bibliographie.

La dernière partie, plus centrée sur l'histoire du temps présent et sur la géographie de l'URSS, qui présente l'ère brejnévienne, l'ère des gérontocrates et l'ère de la perestroïka jusqu'à l'effondrement, a mis en évidence les limites des manuels scolaires. Ceux-ci reprennent parfois à leur compte un discours plus journalistique qu'historien, en particulier avec la « gorbatchevtchina ou gorbatchevmania des manuels » qui s'explique en partie par une vision surdéterminée par le stalinisme, et surtout par une vision occidentale de la Russie.

Enfin le stage s'est terminé par une intervention de Serge Wolikow qui a présenté une lecture critique de l'essai de François Furet (*Le passé d'une illusion*, Paris : Robert Laffont-Calmann Lévy, 1995), qui explique plus un itinéraire personnel, qu'une histoire du phénomène communiste au XX<sup>e</sup> siècle.

**ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE :**

MARCOU Lily, *Le Kominform, le communisme de guerre froide*, Paris : PFNSP, 1977.

MARCOU Lily, *L'internationale après Staline*, Paris : Grasset, 1979.

MARCOU Lily, *Le MCI depuis 1945*, Paris : PUF, 1980 (QSJ? n ° 1818)

GORI Francesca et PONS Silvio, *The Cominform. Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1994.

**L'HISTORIOGRAPHIE ET LA SOVIETOLOGIE :**

TER MINASSIAN Taline, « Histoire de l'URSS, soviétologie », dans *Débuter la recherche historique*, Histoire au Présent, La Boutique de L'Histoire, Publications de la Sorbonne, Paris : 1989, p. 162-165.

**Les différentes phases de l'historiographie du communisme**

1. Jusqu'en 1956 coexistence de trois courants distincts (qui peuvent perdurer jusqu'à nos jours). L'historiographie stalinienne est représentée essentiellement par des ouvrages officiels dont l'exemple type est *l'Histoire du Parti communiste bolchevik de l'URSS* (1946) ; l'histoire rédigée par Staline et ses proches repose sur celle d'un Parti-État qui guide le monde du socialisme. Le courant opposé, l'antistalinisme est incarné par d'anciens communistes, des exclus ou dissidents venus se réfugier en Occident, comme par exemple Boris Souvarine qui publie dès 1935 la biographie de Staline. Ce courant continue après la Deuxième Guerre mondiale avec les ouvrages d'Isaac Deutscher (Staline, Trotski). D'obédience trotskiste, cette école est aussi concurrencée par des visions réactionnaires et tout autant partisans, nées de la guerre froide, comme par exemple les travaux de la revue *Est-Ouest*, qui a



## *Outils*

donné naissance récemment aux *Cahiers d'Histoire Sociale*. A côté de ces deux visions incompatibles et irréconciliables, il y a les travaux pionniers d'Hannah Arendt, qui développe après la Seconde Guerre mondiale, le concept de totalitarisme. Une voie nouvelle est tracée.

2. A partir de 1956, l'historiographie se renouvelle. Les révélations du rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS en février 1956, trois ans après la mort du « petit-père des peuples », complétées par celles du XXII<sup>e</sup> Congrès en 1961, offrent de nouvelles perspectives. Les témoignages publiés en URSS, comme ceux de Soljenistine (*Une journée d'Ivan Denissovitch*) dès 1962, puis à l'étranger d'Eugenia Guinzbourg (*Le vertige*) en 1967, confirment en partie ce que disaient les adversaires du régime : le mythe stalinien s'effondre. Mais avec la chute de Khrouchtchev, l'historiographie soviétique ne se renouvelle pas (édition d'un nouveau manuel en 1969 qui passe sous silence les massacres des années 30 et de l'après-guerre et où est seulement évoqué le culte de la personnalité). Il faut attendre les années 70 avec les travaux de Roy Medvedev pour voir souligner la rupture entre l'héritage de Lénine, repris par Boukharine, et la voie stalinienne. Les recherches se développent alors essentiellement en Occident, et, là encore, on retrouve les divergences d'approches pro ou anticommunistes. A retenir, les historiens anglo-saxons, Fainsod, Malia, Schapiro, Nove, Carr et Levin <sup>1</sup> et en France, les politologues (Carrère d'Encausse), l'école historique d'Alain Besançon et de Jean-François Revel (ou l'école pessimiste), l'héritage trotskiste de Pierre Broué, l'analyse plus orthodoxe au départ de Jean Elleinstein, et enfin deux revues celle de l'Institut de Recherches Marxistes (*Cahiers d'Histoire de l'IRM*) et *Communisme* (de l'école d'A. Kriegel). Plusieurs colloques ont lieu sur le stalinisme notamment celui publié par Robert Tucker en 1977, et dont la thèse centrale est celle de la rupture entre le phénomène stalinien et le léninisme. Une dernière étape est à signaler : celle de la Glasnost ou perestroïka qui offre une ère de liberté et d'ouverture en URSS ; ainsi l'école historique soviétique ouvre le chantier de l'époque stalinienne sans jouer du paradoxe <sup>2</sup>.

---

1. Cf. bibliographie des concours réalisée par François Xavier COQUIN, *Historiens et Géographes*, n° 324, août-septembre 1989 et l'article de Michel Winock sur Martin Malia dans *Vingtième siècle*, n° 25, janvier-mars 1990, p. 97-105.

2. Marie Hélène MANDRILLON, « Les Historiens en URSS : la conformité par la vérité ? », *Vingtième siècle*, n° 20 oct.-déc. 1988, p. 121-123.

3. Depuis la chute du communisme : de nouveaux chantiers... Un renouveau en Russie ? Pas vraiment, on s'intéresse à une histoire refoulée pendant 70 ans – celle de l'époque tsariste qui obéit aussi à un impératif nationaliste–, ou alors on développe une vision policière de l'histoire tels les ouvrages de Volkogonov. En Occident, les chercheurs partent vers un nouvel eldorado, pour revisiter leurs travaux comme par exemple Nicolas Werth qui vient d'écrire un manuel qui est aussi utilisé en Russie.

**JEAN VIGREUX**

## COLLOQUE DEMOGRAPHIE ET POLITIQUE

Les 9 et 10 octobre 1995 s'est tenu à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam un colloque pluridisciplinaire sur le thème « Démographie et politique ». Ce colloque, avait obtenu le soutien de l'Institut National d'Etudes Démographiques (Paris), du Laboratoire de démographie historique de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris), de la Mission Interministérielle Recherche-Expérimentation (M.I.R.E. Paris), et de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Bourgogne (Dijon).

Les chercheurs à l'origine de cette initiative : Hervé le Bras, Francis Ronsin, Elisabeth Zucker-Rouvillois, se sont rencontrés sur le constat de l'absence d'analyse scientifique des présupposés idéologiques qui se trouvent à la base des travaux et des discours démographiques. Pour souligner cette carence et tenter d'y remédier, ils ont décidé, comme première initiative, d'organiser trois séances de travail consacrées à ses manifestations que leurs travaux respectifs avaient particulièrement mis en évidence. La première de ces séances, coordonnée par Hervé le Bras et dont les autres intervenants ont été Jeanne Fagnani, André Bégin et Morgane Labbé a porté sur les liens, conscients ou inconscients, passés ou présents, entre la réflexion sur l'évolution démographique et les idéologies nataliste, nationaliste, eugéniste et raciste. Autour de Francis Ronsin, Nicole Gabriel, Roger-Henri Guerrand, Lesley Hall et Hugo Röling ont étudié à partir d'exemples nationaux (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) l'influence de postulats moraux ou religieux sur l'action politique dans les domaines de la contraception et de l'avortement. Avec Elisabeth Zucker-Rouvillois, Marcela Iacub, Nadine Lefaucheur et Pierre Stobel ont mis l'accent sur les contradictions de plus en plus en plus manifestes opposant un Etat arc-bouté sur une vision familialiste traditionnelle et des réalités sociales nouvelles (diversité des foyers, importance du célibat, chômage des « chefs » de famille, transsexualité...). En complément à ce colloque, il a été organisé une exposition sur le néo-malthusianisme en France et aux Pays-Bas et la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception a fait le point sur l'actualité des luttes pour la liberté de la contraception et de l'avortement. Les actes du colloque seront prochainement publiés. On peut se procurer le catalogue de l'exposition ainsi que celui de l'important fonds des archives d'Eugène et Jeanne Humbert auprès de l'Institut International d'Histoire Sociale - Cruquiusweg 31 - NL 1019 AT Amsterdam.

**FRANCIS RON SIN**

**COLLOQUE INTERNATIONAL, *LA FRANCE DES ANNEES 80 AU MIROIR DE LA  
COMMEMORATION DU BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE,*  
INSTITUT DU TEMPS PRESENT, PARIS, DECEMBRE 1994**

Comme l'avait annoncé le précédent numéro du bulletin, un colloque organisé par l'IHTP consacré à la France des années 80 au miroir de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française s'est tenu à Paris les 8-9-10 décembre 1994. La problématique d'examen des formes de commémoration comme révélateur de la vie politique, de la société française et des mentalités contemporaines a été reprise par les chercheurs de l'IHC qui ont participé à ce colloque <sup>1</sup>. Elle a aussi inspiré des travaux d'étudiants dans le cadre de mémoires de maîtrise. Parmi les recherches entreprises certaines proposent un autre mode d'approche de la vie politique française (Serge Wolikow), d'autres travaillées autour de formes locales de commémoration sont l'occasion d'une meilleure appréhension des espaces sociaux et politiques dans lesquels s'organisent les sociétés contemporaines (Philippe Poirier, Annie Bleton-Ruget, Aurélie Germain).

---

1. Nous remercions les organisateurs du colloque de nous avoir permis de publier dans le bulletin de l'IHC trois des contributions.